En situation de chômage, l’Etat peut intervenir pour relancer l’économie en soutenant la demande globale. C’est-à-dire en soutenant l’achat de biens et de services de la part des ménages et des entreprises.

Par exemple, l’Etat peut augmenter ses revenus de transferts, par exemple en donnant une prime exceptionnelle aux chômeurs, ce qui va augmenter le revenu des ménages. Environ 80% de ce revenu sera dépensé et les 20% restants seront épargnés.

Ainsi, la demande globale augmente~~, et les ménages vont consommer davantage~~.

Les entreprises anticipent cette augmentation de la demande et vont être incitées à produire davantage pour accroître leur niveau de profit. Ainsi, elles répondront à une partie de la demande globale.

Pour produire, elles ont besoin premièrement de capital, comme des machines, qu’elle acquiert grâce à l’investissement. Et comme elles achètent ces biens et services de production à d’autres entreprises cela provoquera une nouvelle augmentation de la demande globale, qui sera anticipée et permettra une nouvelle hausse de la production et ainsi de suite.

Il faut donc du capital pour produire, mais il faut également du travail. Et lorsque les entreprises embauchent elles versent davantage de salaire, qui vont à leur tour augmenter le revenu des ménages qui pourront alors consommer davantage.

Cette augmentation de la consommation constitue une nouvelle hausse de la demande globale : les entreprises vont l’anticiper, et donc vont demander plus de capital et plus de travail, et ainsi de suite.

L’Etat qui s’est endetté pour relancer l’économie va pouvoir récupérer une partie de la richesse supplémentaire créée ; pour rembourser sa dette, mais aussi les intérêts qui vont avec.

Pour les mêmes effets attendus, l’Etat peut emprunter d’autres chemins ou d’autres stratégies. Par exemple, augmenter les salaires des fonctionnaires ou le niveau du SMIC, ou faire de l’investissement public : le tout va augmenter la demande globale.

L’Etat peut aussi soutenir les entreprises, à condition que qu’elles contribuent à l’augmentation de la demande globale et non pas aux dividendes, à l’évasion fiscale etc.

L’Etat peut soutenir les entreprises en les subventionnant directement dans leurs dépenses de recherche, ou en supportant les exportations.

Quoiqu’il en soit, Keynes préfère soutenir directement l’investissement public ou les ménages, et notamment les plus pauvres qui sont aussi ceux qui épargnent le moins.